

Lettre ouverte

Mesdames, Messieurs, résidents et leurs familles, personnels des Ephad publics et associatifs, citoyens,

Depuis mai, nous Maires, président de CCAS et CIAS, élus, administrateurs et directeurs des établissements exprimons publiquement nos réalités. Aux difficultés de recrutement et d'épuisement des personnels, s'ajoutent l'explosion des factures énergétiques qui représentent pour un trimestre la facture de l'année écoulée.

Bien qu'engagés sur des mesures vertueuses d'économie et de bon sens, de mutualisation, d'achats groupés, **7 ephad publics sur 10 se dirigent vers des déficits à six chiffres** devant leurs réserves financières qui ont fondues ces dernières années faute de financement public à hauteur du défi du bien vieillir pour tous.

Le modèle breton de nos anciens foyers logement, souvent un par canton, devenu aujourd'hui Ephad **est menacé**. Cette solidarité pour nos anciens est encore garantie non sans difficulté pour l'accès au plus grand nombre et nous pensons particulièrement aux faibles pensions de retraite du monde rural.

Laisser le marché lucratif mettre la main sur nos établissements pour l'euro symbolique, à coups de suppression de personnel, de réduction du nombre de résidents et de transformation des établissements pour seuls retraités aisés **n'est pas la vision solidaire et juste** que nous portons au niveau de nos communes, de nos territoires.

A nos partenaires dans la gestion, conseils départementaux, bailleurs sociaux, syndicats départementaux d'énergie... dont nous saluons l'écoute à notre réalité, nous réaffirmons notre volonté de travail en commun pour l'avenir.

Mais disons-le clairement, Maires, élus, nous sommes la première digue républicaine du mécontentement qui gronde dans le pays. Dans notre diversité, tous nous assumons nos choix municipaux, mais sur ce sujet des Ephad l'état nous laisse seul face à nos résultats financiers alors que **nous assumons là une politique publique du grand âge**.

Maires, nous ne faisons pas les lois, nous les faisons appliquer souvent avec le discernement du terrain. Au quotidien avec celles et ceux qui servent l'intérêt général, avec nos populations et nos aînés, nous mesurons **l'urgence d'une ambition publique de la dépendance**. Élus locaux nous sommes fondés à faire des propositions au législateur. L'exercice républicain, solidaire, fraternel que nous menons veux répondre à cette **urgence et à une vision d'avenir pour les prochaines décennies**.

Madame la Ministre des solidarités, écoutez les Maires et leurs équipes. Notre disponibilité est à la hauteur de nos engagements. Pensons le vieillir en paix.